

# La démocratie en toutes saisons

## De la déconstruction d'injonctions sociétales à la réflexion et l'action citoyennes

Dans une société productrice d'inégalités et d'injustices, face à un nombre croissant d'électeurs abstentionnistes et de dégoûtés du monde politique, cet article chemine vers des pistes de réflexion sur la participation citoyenne à l'échelle de la société et de nos associations.

Par Aurélie AUDEMAR

**E**n alphabétisation populaire, nous avons l'habitude de travailler la question des élections avec nos groupes, d'autant plus en périodes pré-électorales : découverte des partis politiques en campagne, lecture des programmes, rencontre avec des élus... Jusqu'aux modalités pratiques du jour J.

Ces aspects informatifs de l'organisation politique sont nécessaires pour pouvoir effectuer des choix d'électeurs. Cependant, la complexité des institutions rend difficile l'accès à la compréhension du système belge, européen et au-delà, d'autant plus lorsque l'on a des difficultés en lecture et en écriture. C'est pourquoi, tout au long de mon travail de formatrice en alpha, je me suis souvent demandé pourquoi, mes collègues et moi, mise à part la participation à quelques manifestations, attendions les élections pour nous intéresser de manière si intense à la participation citoyenne des apprenants, au fonctionnement démocratique de la cité, et surtout pourquoi tant se centrer sur le vote. Car, en y regardant de plus près, les personnes avec lesquelles nous travaillons semblent bien éloignées des lieux de décisions. Réduire la participation au vote semblait, au fil des réflexions, bien insuffisant pour que nous parvenions individuellement et collectivement à développer une « puissance d'agir », nous situer et oser nous engager avec les apprenants dans des combats citoyens.

Nous appuyant, sur les expériences d'associations d'alphabétisation, en Belgique, au Québec, en France et ailleurs qui questionnent leur fonctionnement et le fonctionnement démocratique en toutes saisons, nous avons commencé avec ce travail d'équipe à remettre en question nos représentations et penser une participation à notre portée...

Une des étapes essentielles consistait à sortir d'une vision moralisatrice de la participation et de la citoyenneté en questionnant ensemble, en équipe associative et avec les apprenants : pourquoi, alors que le droit de vote résulte de longues et dures luttes sociales, tant de gens ne votent pas, ne votent plus ou n'ont pas confiance en l'action des représentants politiques ? Pourquoi, dans nos sociétés dites démocratiques, les inégalités non seulement persistent mais augmentent ? Pourquoi des lieux de démocratisation des savoirs

comme l'école, alors qu'ils poursuivent des finalités d'inclusion sociale et d'égalité des chances, produisent de l'inégalité et excluent ? Quels sont nos rêves ? Que voulons-nous ? Quelles seraient nos revendications ? Que pouvons-nous faire pour que ça change ?

*« L'éducation est une façon de se mêler des affaires du monde. »*  
(Paulo Freire)

Il faut voter, entend-on ici ou là, le vote est obligatoire. Remarquons que l'école aussi. Pour l'une comme pour l'autre institution à laquelle nous sommes contraints, l'argumentaire couramment avancé repose sur la logique suivante : si on ne va pas à l'école, on ne saura ni lire ni écrire, on n'aura pas les savoirs de base nécessaires à la vie adulte ; si on ne vote pas, on ne fera pas entendre sa voix, on ne comptera pas dans les prises de décisions politiques. Aller à l'école. Voter. Obéir aux professeurs. Choisir ses dirigeants. Être un citoyen.

Ces sophismes s'appuient sur l'ordonnance de s'intégrer aux institutions existantes. Il en va de la responsabilité individuelle. Ceux qui ne réussissent pas à l'école sont des imbéciles, des fainéants, réduits à un statut d'inadapté, de handicapé, pour lesquels nous inventons d'autres lieux. Les désobéissants aux règles établies par les dirigeants sont eux des traîtres, voire des criminels, car remettre en question l'ordre, oui, pourquoi pas, mais alors uniquement par la voix consultative.

Cette vision simpliste et hiérarchisante de l'humanité est ici caricaturée. Pourtant, c'est bien sur ces préceptes que se fonde la répartition inégale du pouvoir entre citoyens, que la division entre « intellectuels » et « manuels » s'opère, que le domaine de la pensée est réservé à quelques maîtres, qui pensent l'école, qui savent comment organiser la société, diriger les masses. Les nombreux autres remplissent le rôle d'exécutants que l'on consulte à intervalles réguliers.

*« Ce que veulent les oppresseurs, c'est transformer la mentalité des opprimés et non pas la situation qui les opprime pour que ceux-ci, mieux adaptés à cette situation, soient mieux dominés. »*

(Paulo Freire)

Le dernier rapport d'Oxfam<sup>1</sup> décrit et analyse ces rapports de pouvoir extrêmement inégaux via les chiffres de la répartition des richesses à l'échelle planétaire. Martine Orange en reprend les idées essentielles dans un article rédigé pour *Mediapart* : « *Les inégalités ont atteint un niveau sans équivalent (...): 82% des richesses créées l'an dernier dans le monde ont été captées par 1% des plus riches. Loin d'être des créateurs, ces milliardaires sont d'abord des héritiers, ou des personnes en situation de captation de rentes monopolistiques à leur profit. Avec la complicité des États. (...) Ce sont ces mêmes grandes fortunes, qui tout en exigeant la mise à la disposition des appareils étatiques à leur profit et l'abandon des politiques publiques, ont édifié l'évasion fiscale en industrie. (...) Pour les pays en développement, le manque à gagner fiscal auprès des grandes fortunes et des grandes entreprises est d'au moins 170 milliards de dollars chaque année. (...) Au-delà de quelques indignations de circonstance, rien n'est fait au niveau des gouvernements pour s'attaquer à ces fraudes fiscales massives, qui ruinent les capacités d'intervention des États. L'abandon des politiques publiques en faveur de la redistribution, d'un meilleur partage des richesses, des services publics est pourtant au cœur des mécanismes inégalitaires (...).* »<sup>2</sup>

Cela, nous le savons, nous le vivons, les lieux institutionnalisés producteurs d'inégalités économiques, culturelles et sociales sont nombreux. Il ne suffira pas de remplir son obligation d'écolier, c'est-à-dire d'être présent en classe jusqu'à ses 18 ans pour avoir accès aux savoirs. Il ne suffira pas non plus de suivre l'injonction de voter, de mettre un bulletin dans l'urne, de bien choisir parmi les partis et candidats pour avoir une place, pour que tous aient une place dans la société, pour qu'une voix égale une voix.

---

1 [www.oxfam.org/fr/salle-de-presse/communiqués/2017-01-16/huit-hommes-possèdent-autant-que-la-moitié-de-la-population](http://www.oxfam.org/fr/salle-de-presse/communiqués/2017-01-16/huit-hommes-possèdent-autant-que-la-moitié-de-la-population)

2 Martine ORANGE, *Rapport Oxfam : un monde toujours plus inégalitaire*, 22 janvier 2018, [www.mediapart.fr/journal/international/220118/rapport-oxfam-un-monde-toujours-plus-inegalitaire?page\\_article=2](http://www.mediapart.fr/journal/international/220118/rapport-oxfam-un-monde-toujours-plus-inegalitaire?page_article=2)

En excluant des prises de décisions une grande partie de l'humanité et en tentant de les réduire à des machines programmables, il n'est pas étonnant qu'un tel mépris provoque mutisme, désertion ou encore rébellion.

*« Quand un pauvre entre dans l'isoloir, il me fait penser à un crocodile qui entre dans une maroquinerie. » (Coluche<sup>3</sup>)*

Ils sont cent, mille et plus encore ceux qui désertent, ceux qui ne sont pas là où on les attend, où on voudrait qu'ils soient parce que c'est là qu'on a décidé qu'était leur place : ceux qui ne vont pas régulièrement à l'école, ceux qui ne viennent pas en formation, ceux qui ne vont pas aux réunions de parents, ceux qui ne consomment pas en faveur de la croissance économique, ceux qui n'ont pas de contrat de travail rémunéré,...

Toujours décrits en termes de manques, en termes négatifs, les « sans », sans emploi, sans qualification, sans logement, sans argent, sans formation, sans projet, sans papiers, sans culture, sans maîtrise de la lecture et de l'écriture, sans bulletin de vote... Et pourquoi pas les « sans-culottes »<sup>4</sup> ?

Les frustrations à différentes échelles sont grandes : citoyens figurants, travailleurs précaires, chômeurs et allocataires sociaux activés, formés priés de se formater. La démocratie représentative, avec son langage qui lui est propre, ne leur laisse que peu de place ou bien de manière sporadique, faisant de la réussite de celui qui habituellement est exclu des lieux de pouvoir le contrargument face à une remise en question structurelle du système politique par hérédité ou par parrainage.

Nos représentants décriés souhaitent se rapprocher du « citoyen » déçu, qui lui tourne le dos, ne se rend plus au bureau de vote. Et le terme de « démocratie participative » se fait de plus en plus entendre, s'incarnant sous forme de « référendums », « consultations citoyennes »...

---

<sup>3</sup> Humoriste et comédien français, bref candidat aux élections présidentielles en 1981.

<sup>4</sup> À la révolution française, ce terme désignait les révolutionnaires issus du petit peuple de la ville et défenseurs d'une République égalitaire. Ils étaient jugés par les autres révolutionnaires comme « radicaux » car ils prônaient la démocratie (que nous appellerions « directe » de nos jours), c'est-à-dire sans intermédiaires comme les députés qui à l'époque se disaient antidémocrates car « la démocratie serait l'anarchie ». (Source : Wikipédia).

Un réel processus démocratique implique non seulement que les citoyens soient consultés mais qu'ils participent pleinement aux étapes suivantes que sont les délibérations et les prises de décisions. Or force est de constater que seule la phase de consultation est ouverte et que même celle-ci n'est pas ce qu'elle annonce être, renforçant les déceptions et laissant parfois un goût désagréable de s'être fait manipuler. Pascal Aubert du Collectif Pouvoir d'Agir<sup>5</sup> explique ainsi que la non-participation des habitants aux espaces de démocratie participative organisés par les acteurs publics est finalement un signe de bonne santé mentale de leur part<sup>6</sup>. Il met en avant les constats suivants :

- Ce n'est pas la population qui choisit les sujets de débat mais l'institution. Ce qui signifie qu'on ne croit pas en la capacité des personnes à réfléchir car on décide à leur place de ce qu'il est utile de débattre.
- Il y a une difficulté à considérer les communautés, les collectifs existants comme des points d'appui et une autre à envisager que les gens puissent être acteurs de la solution.
- De manière générale, la distance sociologique entre les dirigeants (élus et travailleurs de la fonction publique) et les habitants des quartiers populaires s'est accrue, mais aussi celle entre les publics et les travailleurs du secteur associatif, qui, notamment en raison de la professionnalisation du secteur, doivent posséder un certain niveau de diplôme pour être engagés. Or qui est diplômé aujourd'hui ? L'enseignement étant tellement inégalitaire, ces professionnels sont presque tous issus de la classe moyenne. Et, malgré toutes leurs bonnes intentions, ils ne sont pas convaincus que les milieux populaires « sont capables », ils n'envisagent les classes populaires que sous l'angle de problèmes ou de difficultés et non de capacités : savoir survivre avec peu, utiliser des systèmes D (D comme débrouille),...

Ce cheminement réflexif nous ramène au sein de nos associations et au rôle que nous ne souhaitons pas jouer dans la reproduction des inégalités. **Mais comment faire pour remettre au centre de notre travail le pouvoir d'agir de tous ?**

---

5 [www.pouvoirdagir.fr/le-collectif](http://www.pouvoirdagir.fr/le-collectif)

6 Propos relevés lors de la 19<sup>e</sup> journée d'étude de la FeBISP, **Citoyenneté et Insertion. Quelles pratiques d'éducation permanente au service de quelles émancipations ?**, 20 octobre 2015.

*« Il serait naïf de penser que les classes dominantes vont développer une forme d'éducation qui permette aux classes dominées de percevoir les injustices sociales de manière critique. » (Paulo Freire)*

En alphabétisation populaire, où l'on vise à « *prévenir et combattre les inégalités dans le but de construire une société plus juste et équitable, plus solidaire et démocratique* »<sup>7</sup>, la question qui se pose alors est : dans un monde inégalitaire et injuste, comment, quand on est un « sans », quand on est celui qui a des « manques », se faire entendre, avoir voix au chapitre, participer, sans tutelle, aux prises de décisions ? Autrement dit : comment démocratiser les espaces politiques et faire en sorte que la démocratie s'applique aux exclus ?<sup>8</sup> À l'heure où le nombre d'exclus grandit, il semble urgent d'inscrire cette question au cœur des préoccupations des associations qui se revendiquent des valeurs de l'éducation populaire et ce, dans leurs différents espaces de travail.

En alphabétisation, nous dénonçons l'école productrice d'inégalités. Nous n'hésitons pas à la remettre en question parce que nous travaillons, agissons, pensons avec ceux du fond de la classe, avec ceux que l'école a exclus ou qui n'y ont pas eu accès, et nous revendiquons une autre école. Nous montrons que ce ne sont pas les individus qui sont à mettre en cause mais l'institution. Et surtout, nous tentons de vivre au quotidien, dans les formations, autre chose que l'école traditionnelle ; nous refusons la posture du maître pour prendre celle de l'animateur, du formateur en alpha populaire<sup>9</sup>.

*« Il n'y aura jamais assez de place pour nos rêves dans vos urnes. » (sur un mur de Buenos Aires en 2002)*

Il en est de même pour la participation citoyenne et la question de la démocratie. Il ne s'agit pas seulement de penser, projeter un autre monde plus démocratique mais de vivre, de mener des expériences de fonctionnement

---

<sup>7</sup> Extrait de la charte de Lire et Écrire ([www.lire-et-ecrire.be/Charte-de-Lire-et-Ecrire](http://www.lire-et-ecrire.be/Charte-de-Lire-et-Ecrire)).

<sup>8</sup> Nancy GUBERMAN, *Vers une culture de démocratie*, in *Le monde alphabétique*, RGPAQ, n°16, printemps 2004, p. 10 (<http://bv.cdeacf.ca/documents/PDF/rayonalphabetique/mondealpha/ma16/ma16c.pdf>).

<sup>9</sup> Catherine STERCQ et Aurélie AUDEMAR (coord.), *Balises pour l'alphabétisation populaire. Comprendre, réfléchir et agir le monde*, Lire et Écrire, 2017.

démocratique au sein des associations et des groupes alpha, sans quoi la démocratie n'est que théorie décourageante car espoir lointain et inaccessible, et les animations sur le vote un cheveu sur la soupe, une obligation légale, ponctuelle et peu significative. Dans mes différentes expériences dans le secteur associatif, j'ai pu constater que questionner les rapports de pouvoir au sein des groupes, ses propres postures, ne pas se contenter d'informer ou de consulter mais construire ensemble les règles du quotidien, les projets et les savoirs est un éternel défi qui repose sur une réflexion et une volonté collectives de partage, une confiance mutuelle en les capacités des uns et des autres, une conviction que le changement social commence ici, entre et avec nous, qu'il ne peut attendre qu'on nous convie à y prendre part.

*« Il n'y a pas de changement sans rêve, comme il n'y a pas de rêve sans espoir. » (Paulo Freire)*

**Aurélie AUDEMAR**  
Lire et Écrire Communauté française